



RÉFORME DES DIPLÔMES DE NIVEAU 6

UNE ATTAQUE FRONTALE CONTRE LES MÉTIERS DU TRAVAIL SOCIAL !

**VERS LA DISPARITION PROGRAMMÉE
DES DIPLÔMES D'ÉTAT ET DES MÉTIERS**

« Les métiers du social sont essentiels à la cohésion de notre société » dicit le Conseil Économique, Social et Environnemental le 8 octobre 2024. Alors que le secteur social traverse une crise sans précédent, la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) met en place une réforme majeure des diplômes d'État de niveau 6 : éducateur-trice-s spécialisé-e-s, éducateur-trice-s de jeunes enfants, éducateur-trice-s techniques, conseiller-ère-s en économie sociale et familiale, assistant-e-s social-e-s.

Sous couvert de répondre à la « perte d'attractivité », cette réforme menace de déstructurer les professions du travail social en les fondant dans un tronc commun qui gomme leurs spécificités.

Une réforme qui dilue les identités professionnelles !

Le projet prévoit que seul un quart de la formation resterait spécifique au métier d'origine, les 75 % restants étant mutualisés avec les autres les filières, niant ainsi les particularités de chaque métier.

C'est une logique de polyvalence à outrance, incompatible avec la réalité du terrain et la complexité des accompagnements nécessaires.

Cette uniformisation met en péril les savoir-faire et les rôles spécifiques de chaque métier. Derrière cette fausse promesse de transversalité, se cache une volonté de rentabilité à court terme, de déqualification, au détriment de la qualité des accompagnements.

Chaque métier du travail social repose sur une formation solide, spécifique, alternant apports théoriques et stages pratiques. Supprimer ou affaiblir cette architecture revient à détruire ce qui fait la richesse et la pertinence des interventions sociales : Chacun a le droit de pouvoir bénéficier d'un accompagnement singulier, fondé sur une approche spécifique et qualifiée.

**C'est l'alerte de nombreuses organisations syndicales
et professionnelles, dont l'UFAS-CGT, lancée dans un
communiqué commun le 14 avril 2025.**

Une formation au rabais, un métier vidé de son sens

Les glissements de missions déjà observés (coordination RH, gestion de planning, encadrement...) seraient renforcés par cette réforme !

Mais les professionnel-le-s ne veulent pas être transformé-e-s en chef-fe de service sous-payé-e-s, mais souhaitent continuer à exercer **un métier à forte dimension humaine et éthique.**

Le rapport parlementaire sur la protection de l'enfance souligne les failles structurelles du secteur.

Il est souhaité la mise en place des spécialisations post-diplôme (type « *protection de l'enfance* ») mais sans base métier solide c'est **incohérent et dangereux.**

Le Haut Conseil du Travail Social doit jouer un rôle central, mais pour cela, **il faut renforcer la place des professionnel-le-s dans les décisions.** Aucune réforme ne peut être légitime sans concertation avec celles et ceux qui exercent sur le terrain.

Une réforme sans la consultation des professionnel-le-s, c'est non !

Des coupes budgétaires régionales entraînent déjà des suppressions de postes et des fermetures de sites de formation.

Les travailleur-se-s du social réclament de la **reconnaissance salariale**, pas une réforme technocratique qui piétine leurs spécificités.

Ce projet est vécu comme une marque de mépris supplémentaire.

Nos revendications

L'UFAS-CGT défend :

- Le maintien des diplômes d'État actuels fondés sur des formations spécifiques, éthiques et professionnalisantes ;
- Le renforcement des formations continues, à partir des métiers existants, et non de nouvelles constructions abstraites ;
- La revalorisation immédiate des salaires fondée sur la qualification et l'ancienneté ;
- L'augmentation du nombre de professionnel-le-s diplômé-e-s dans tous les services, pour restaurer du temps de qualité avec les personnes accompagnées ;
- Le maintien des centres de formations du travail social.